

Maternelles 4 ans: Les CPE préparent leur réplique ^[1]

Author: Richer, Jocelyne

Source: Journal Metro

Format: Article

Publication Date: 21 Feb 2019

AVAILABILITY

Access online (FR) ^[2]

EXCERPTS

QUÉBEC — Le milieu des services de garde organise sa riposte, déterminé à convaincre le gouvernement Legault de renoncer au déploiement des maternelles quatre ans.

Des porte-parole des Centres de la petite enfance (CPE) ont réaffirmé vendredi leur opposition à ce projet, demandant au gouvernement de reculer, pour investir plutôt dans le réseau des CPE, qui demeure inachevé.

La directrice générale du Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance (CQSEPE), Francine Lessard, et la présidente de la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ-CSQ), Valérie Grenon, tenaient à assister à l'interpellation en Chambre du ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, vendredi matin, qui portait sur le sujet.

Ce dernier a dû, pendant deux heures, défendre ses positions, alors que les partis d'opposition dénonçaient les impacts négatifs appréhendés sur les services de garde de l'implantation prochaine, sur tout le territoire, de 5000 classes de maternelles pour les enfants âgés de quatre ans.

Dans le milieu des garderies, on reproche au gouvernement de demeurer sourd à l'inquiétude affichée dans le réseau, qui dit craindre la compétition des futures maternelles quatre ans.

Dans les semaines qui viennent, le CQSEPE, la FIPEQ-CSQ et l'Association des cadres des CPE (ACCPE) multiplieront les démarches, à l'occasion d'une tournée de 17 régions, pour faire signer une pétition réclamant le rejet du projet de déploiement des maternelles quatre ans partout au Québec d'ici la fin du mandat, comme s'est engagé à le faire le premier ministre François Legault.

Déjà, 25 000 personnes ont signifié leur appui à la démarche, dans la version électronique de la pétition.

En entrevue, la présidente du CQSEPE, Francine Lessard, a fait valoir que le gouvernement faisait fausse route en justifiant sa décision en disant qu'il fallait agir tôt pour dépister les problèmes d'apprentissage des enfants.

«Agir tôt, c'est pas à quatre ans. Agir tôt, c'est au jour un. C'est quand l'enfant est tout petit», a-t-elle soutenu, rappelant que les éducatrices en CPE faisaient déjà du dépistage précoce de troubles d'apprentissage.

Elle s'interroge sur les véritables motifs du gouvernement. «On ne comprend pas l'acharnement» du gouvernement et du premier ministre dans ce dossier, a-t-elle ajouté, précisant que les parents étaient satisfaits du service offert actuellement et n'avaient jamais demandé l'implantation de ces prématernelles.

Elle croit que le premier ministre est en fait «un peu coincé» avec sa promesse électorale, convaincue que ce sont les CPE et «les enfants de quatre ans qui vont en faire les frais».

«Ça ne répond pas à un besoin de la population», a renchéri Valérie Grenon, de la FIPEQ-CSQ, inquiète de voir que les centaines de millions promis pour les maternelles quatre ans ne serviront pas à consolider le réseau des CPE.

Pendant ce temps, en Chambre, durant l'interpellation, le ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, a gardé le cap.

Il s'est dit conscient des inquiétudes manifestées dans le réseau des CPE et a tenté de se faire rassurant.

«Ma porte est ouverte», a-t-il dit, à l'intention des opposants au projet controversé.

Il a insisté pour dire que les maternelles quatre ans à venir ne devaient pas être perçues comme une menace aux CPE. Les deux réseaux ne doivent pas être mis en opposition, a-t-il tranché.

«On travaille en équipe», a commenté le ministre, en s'engageant à assurer «la cohérence des deux réseaux».

Pourtant, la porte-parole libérale, la députée Jennifer Maccarone, a dit qu'elle avait «rarement vu autant de gens de différents milieux partager la même vision: la maternelle quatre ans pour tous, ce n'est pas une bonne idée».

«Le réseau de l'éducation dit qu'ils n'ont ni les moyens, ni les ressources, ni l'expertise, et encore moins les espaces. Le réseau de la petite

enfance rappelle qu'ils ont l'expertise, les installations et les ressources nécessaires pour dépister les problèmes chez les enfants. Ils sont les spécialistes en matière de petite enfance. Les chercheurs, eux, affirment que la maternelle quatre ans pour tous, c'est une mauvaise affaire pour tous», a fait valoir la députée.

La députée péquiste de Gaspé, Méganne Perry-Mélançon, s'est interrogée à savoir si les prématernelles constituaient «la meilleure mesure à mettre de l'avant, au meilleur moment? Est-ce qu'il n'y aurait pas d'autres moyens, moins coûteux ou plus efficaces, comme le déploiement, par exemple, universel de professionnels au sein même des CPE», pour assurer le dépistage des troubles d'apprentissage?

Related link:

Region: Quebec ^[3]

Source URL (modified on 27 Jan 2022): <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/19/03/maternelles-4-ans-les-cpe-pr%C3%A9parent-leur-r%C3%A9plique>

Links

[1] <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/19/03/maternelles-4-ans-les-cpe-pr%C3%A9parent-leur-r%C3%A9plique> [2]

<https://journalmetro.com/actualites/national/2186076/2186076/> [3] <https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7855>